

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DE BESANCON**

**N°s 1701592, 1701593**

---

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**ASSOCIATION DE SAUVEGARDE DU  
PLATEAU DES 1000 ETANGS ET DE LA  
HAUTE VALLEE DE L'OGNON**

---

**AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

**M. Nicolas Ferru  
Rapporteur**

---

Le tribunal administratif de Besançon,  
  
(1<sup>ère</sup> chambre)

**M. Gérard Poitreau  
Rapporteur public**

---

**Audience du 13 novembre 2018  
Lecture du 18 décembre 2018**

---

**44-02-02-01-01  
C**

Vu la procédure suivante :

I. Par une requête et un mémoire en réplique, enregistrés les 8 septembre 2017, 29 août et 7 novembre 2018 sous le n°1701592, l'association de sauvegarde du plateau des 1000 étangs et de la Haute-Vallée de l'Ognon, représentée par Me Maamouri, demande au tribunal :

1°) d'annuler l'arrêté du 7 juillet 2017 par lequel le préfet de la Haute-Saône a délivré à la société des Carrières de Ternuay une autorisation unique pour exploiter une carrière sur la commune de Ternuay-Melay-et-Saint Hilaire, défricher une superficie de 7,7 hectares et déroger à l'interdiction de destruction d'espèces protégées ;

2°) de mettre à la charge de l'Etat le versement d'une somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

3°) de mettre à la charge de la société des carrières de Ternuay une somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

L'association soutient que :

- a) l'arrêté dans son ensemble méconnaît l'article L. 212-1 du code des relations entre le public et l'administration car il ne précise pas la qualité de son auteur.
- b) l'autorisation de défrichement méconnaît l'article L. 341-5 du code forestier ;
- c) l'autorisation de destruction, altération et dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées est illégale car :

- la décision est insuffisamment motivée ;
- dans son dossier de demande, le pétitionnaire n'a pas établi qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante ;
- l'autorisation porte sur le hérisson d'Europe, sans motivation particulière, alors que le pétitionnaire n'a formulé aucune demande en ce sens ;
- le conseil national de protection de la nature n'a été saisi pour avis ni sur la destruction du hérisson d'Europe ni sur la destruction des 36 espèces présentes sur l'aire d'étude ;
- la dérogation n'est pas limitée aux terrains assiette du projet mais s'étend à tout le territoire de la commune ;
- le pétitionnaire s'est contenté de présenter une demande de destruction de trois espèces protégées, mais dans les faits l'autorisation emporte un grave risque de destruction des vingt-sept espèces protégées présente sur le site ;
- la décision est entachée d'erreur de droit et méconnaît l'article L. 411-2 du code de l'environnement car le projet ne répond pas à un intérêt public majeur ;
- d) l'autorisation d'exploiter une installation contrôlée pour la protection de l'environnement est illégale car :
  - l'avis d'enquête publique est incomplet et ne permettait pas au public de connaître l'objet de l'enquête ;
  - le dossier d'enquête publique était incomplet car il a été complété postérieurement ;
  - l'avis du commissaire enquêteur est insuffisamment motivé car il n'a pas analysé toutes les observations du public ;
  - l'article L. 181-9 du code de l'environnement a été méconnu, d'une part, parce que les premières autorités sollicitées ont rendu des avis sur la foi d'un dossier incomplet, et, d'autre part, parce qu'après la naissance d'une décision implicite de rejet, rien ne justifiait la poursuite de l'instruction ;
  - l'étude d'impact est insuffisante en ce qu'elle passe sous silence la présence à proximité d'une ferme et d'une exploitation maraîchère ;
  - l'étude d'impact sur les milieux naturels est insuffisante en raison de la présence massive d'espèces menacées et protégées ;
  - l'étude d'impact postule que le projet n'aura pas d'incidence sur le paysage, ce qui n'est ni sérieux ni crédible ;
  - l'étude d'impact conclut à l'absence d'effet sur la santé des riverains sans la moindre démonstration ;
  - elle n'a pas pris en compte l'effet du projet sur la valeur vénale des biens ;
  - elle conclut sans démonstration que le projet n'a pas d'effet sur l'activité touristique ;
  - il n'y a aucune mesure compensatoire ;
  - les autres sites étudiés ne sont pas précisés ;
  - l'étude d'impact est restée silencieuse sur les conditions de remise en état du site ;
  - l'étude des dangers est insuffisante ;
  - le dossier de demande ne tient pas compte des installations situées à Roye où les matériaux seront concassés et traités ;
  - le pétitionnaire ne justifie pas suffisamment de ses capacités techniques et financières ;
  - l'autorisation porte atteinte à une zone Natura 2000 et méconnaît l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;
  - la décision est entachée d'une erreur manifeste d'appréciation ;

Par un mémoire en défense, enregistré le 8 décembre 2017, le préfet de la Haute-Saône conclut au rejet de la requête.

Le préfet de la Haute-Saône soutient que :

- l'association requérante n'a pas intérêt à agir ;

- la délibération autorisant le président à ester en justice n'ayant pas été jointe au dossier, l'association ne justifie pas de son habilitation pour agir ;
- les moyens invoqués par l'association requérante ne sont pas fondés.

Par des mémoires en défense, enregistrés les 1<sup>er</sup> juin et 28 septembre 2018, la société des carrières de Ternuay, représentée par Me Clément, conclut au rejet de la requête et, à titre subsidiaire, à ce que le juge mette en œuvre les pouvoirs qu'il tient de l'article L. 181-18 du code de l'environnement et à ce que soit mise à la charge de l'association une somme de 5 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

La société des carrières de Ternuay soutient que :

- la requête est irrecevable car l'association requérante n'a pas d'intérêt pour agir et son président n'a pas qualité pour agir ;
- les moyens invoqués par l'association ne sont pas fondés.

II. Par une requête et un mémoire en réplique, enregistrés les 8 septembre 2017 et 4 septembre 2018 sous le n°1701593, l'association de sauvegarde du plateau des 1000 étangs et de la Haute-Vallée de l'Ognon, représentée par Me Maamouri, demande au tribunal :

1°) d'annuler l'arrêté du 7 juillet 2017 par lequel le préfet de la Haute-Saône a abrogé la décision par laquelle il a implicitement rejeté la demande de la société des carrières de Ternuay tendant à l'autoriser à exploiter une carrière située sur la commune de Ternuay-Melay-et-Saint Hilaire, à défricher une superficie de 7,7 hectares et à déroger à l'interdiction de destruction d'espèces protégées ainsi que la décision du 25 octobre 2017 par laquelle le préfet de la Haute-Saône a rejeté son recours gracieux contre cet arrêté ;

2°) de mettre à la charge de l'Etat une somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

L'association soutient que :

- l'arrêté méconnaît l'article L. 212-1 du code des relations entre le public et l'administration car elle ne précise pas la qualité de son auteur ;
- la décision implicite de refus était créatrice de droit pour les tiers et ne pouvait être retirée au-delà du délai de quatre mois.

Par un mémoire en défense, enregistré le 25 octobre 2017, le préfet de la Haute-Saône conclut au rejet de la requête.

Le préfet de la Haute-Saône soutient que :

- l'association requérante n'a pas intérêt à agir ;
- la délibération autorisant le président à ester en justice n'ayant pas été jointe au dossier, l'association ne justifie pas de son habilitation pour agir ;
- les moyens invoqués par l'association ne sont pas fondés.

Par un mémoire en défense, enregistré le 1<sup>er</sup> juin 2018, la société des carrières de Ternuay, représentée par Me Clément, conclut au rejet de la requête et à ce que soit mise à la charge de l'association une somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

La société des carrières de Ternuay soutient que :

- la requête est irrecevable car l'association n'a pas d'intérêt pour agir et son président n'a pas qualité pour agir ;
- les moyens invoqués par l'association ne sont pas fondés.

Vu les autres pièces des dossiers.

Vu :

- le code de l'environnement ;
- le code forestier ;
- le code des relations entre le public et l'administration ;
- l'ordonnance n°2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
- le décret n° 2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;
- l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Ferru,
- les conclusions de M. Poitreau,
- et les observations de Me Maamouri pour l'association de sauvegarde du plateau des 1000 étangs et de la Haute Vallée de l'Ognon, de M. Dworatzek pour le préfet de la Haute-Saône et de Me Clément pour la société des carrières de Ternuay, et de Me Maillard-Salin pour le jardin de la source.

Me Clément a produit dans les instances n<sup>os</sup> 1701592 et 1701593 des notes en délibéré enregistrées le 20 novembre 2018.

Le préfet de la Haute-Saône a produit dans les instances n<sup>os</sup> 1701592 et 1701593 des notes en délibéré enregistrées le 29 novembre 2018.

Considérant ce qui suit :

1. Le 30 novembre 2015, la société des carrières de Ternuay a déposé une demande d'autorisation unique portant sur l'exploitation, pendant trente ans, d'une carrière à ciel ouvert de roches volcaniques acides d'une capacité maximale de 250 000 tonnes par an, d'une installation de transit de matériaux minéraux d'une capacité maximale de 9 500 mètres carrés et d'une installation de traitement de matériaux d'une capacité de 650 kW, ainsi que sur le défrichement et l'autorisation de déroger à la protection des espèces protégées sur le territoire de la commune de Ternuay-Melay-et-Saint-Hilaire. Cette demande, qui relevait des dispositions de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 et du décret n° 2014-450 du 2 mai 2014 alors applicables, a été soumise à une enquête publique qui s'est déroulée du 1<sup>er</sup> juin au 2 juillet 2016. Le 2 août 2016, le commissaire enquêteur a remis son rapport au préfet de la Haute-Saône. Le 3 novembre 2016, le

préfet de la Haute-Saône a implicitement rejeté la demande de la société en application de l'article 40 du décret n° 2014-450 du 2 mai 2014. Par un arrêté n° 70-2017-07-07-003 du 7 juillet 2017, le préfet de la Haute-Saône a abrogé cette décision implicite. Par un second arrêté du même jour, portant le n° 70-2017-07-07-005, le préfet a autorisé la société des carrières de Ternuay à exploiter la carrière, à défricher et à déroger à l'interdiction de destruction d'espèces protégées. Par deux requêtes n° 1701592 et 1701593, qu'il y a lieu de joindre pour statuer par un seul jugement, l'association de sauvegarde du plateau des 1000 étangs et de la Haute-Vallée de l'Ognon demande l'annulation de ces deux arrêtés du 7 juillet 2017.

### **Sur les conclusions aux fins d'annulation :**

En ce qui concerne les conclusions dirigées contre l'arrêté n° 70-2017-07-07-003 du 7 juillet 2017 :

2. Le préfet de la Haute-Saône, en décidant, par l'arrêté n° 70-2017-07-07-005, d'autoriser la société des carrières de Ternuay à exploiter la carrière, à défricher et à déroger à l'interdiction de destruction d'espèces protégées a implicitement mais nécessairement abrogé la décision par laquelle il avait initialement implicitement rejeté cette demande. L'arrêté n° 70-2017-07-07-003 du 7 juillet 2017, qui n'a en lui-même aucun effet juridique, présente dès lors un caractère superfétatoire qui n'est pas susceptible de faire grief aux tiers. La requérante n'est dès lors pas recevable à en demander l'annulation.

En ce qui concerne les conclusions dirigées contre l'arrêté n° 70-2017-07-07-005 du 7 juillet 2017 :

S'agissant des fins de non-recevoir opposées en défense :

*Quant à la fin de non-recevoir tirée de la tardiveté des conclusions :*

3. Aux termes de l'article 9 de l'ordonnance n°2014-355 du 20 mars 2014 : « *I. - A titre expérimental, et pour une durée de trois ans, sont soumis aux dispositions du présent titre les projets d'installations soumises à l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement, non mentionnés à l'article 1<sup>er</sup>, sur le territoire des régions de Champagne-Ardenne et Franche-Comté (...)* ». Aux termes de l'article 10 de cette ordonnance : « *Les projets mentionnés à l'article 9 sont autorisés par un arrêté préfectoral unique, dénommé « autorisation unique » dans le présent titre. / Cette autorisation unique vaut autorisation au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement et, le cas échéant, autorisation de défrichement au titre des articles L. 214-13 et L. 341-3 du code forestier et dérogation au titre du 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement (...)* ». Aux termes de l'article 16 de cette même ordonnance : « *I- Les décisions mentionnées aux articles 10 et 12 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction. Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative(...)* ». Aux termes de l'article 44 du décret n°2014-450 du 2 mai 2014 : « *I. - Les décisions mentionnées aux articles 10 et 12 de l'ordonnance du 20 mars 2014 susvisée peuvent être déférées à la juridiction administrative : / 1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ; / 2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article 11 de l'ordonnance précitée, dans un délai de deux mois à compter de : / a) La publication au recueil des actes administratifs ; cette publication est réalisée par le représentant de l'Etat dans le département dans un délai de quinze jours à compter de l'adoption de la décision ; / b) L'affichage en mairie dans les conditions prévues à l'article R. 512-39 du code de*

*l'environnement ; / c) La publication d'un avis, inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans un journal diffusé dans le ou les départements intéressés. / Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. / L'affichage et la publication mentionnent également l'obligation prévue au II de notifier, à peine d'irrecevabilité, tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de l'autorisation unique. / II. - En cas de recours contentieux à l'encontre d'une décision mentionnée au I, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une autorisation unique. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier à peine d'irrecevabilité du recours contentieux qu'il pourrait intenter ultérieurement à son rejet. / La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours. / La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au titulaire de l'autorisation est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux (...).*».

4. Aux termes de l'article 15 de l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 : « *Les dispositions de la présente ordonnance entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2017, sous réserve des dispositions suivantes : / 1° Les autorisations délivrées au titre du chapitre IV du titre Ier du livre II ou du chapitre II du titre Ier du livre V du code de l'environnement dans leur rédaction antérieure à la présente ordonnance, ou au titre de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 ou de l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014, avant le 1<sup>er</sup> mars 2017, sont considérées comme des autorisations environnementales relevant du chapitre unique du titre VIII du livre Ier de ce code, avec les autorisations, enregistrements, déclarations, absences d'opposition, approbations et agréments énumérés par le I de l'article L. 181-2 du même code que les projets ainsi autorisés ont le cas échéant nécessités ; les dispositions de ce chapitre leur sont dès lors applicables, notamment lorsque ces autorisations sont contrôlées, modifiées, abrogées, retirées, renouvelées, transférées, contestées ou lorsque le projet autorisé est définitivement arrêté et nécessite une remise en état ; / 2° Les demandes d'autorisation au titre du chapitre IV du titre Ier du livre II ou du chapitre II du titre Ier du livre V du code de l'environnement, ou de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 ou de l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 régulièrement déposées avant le 1<sup>er</sup> mars 2017 sont instruites et délivrées selon les dispositions législatives et réglementaires dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance ; après leur délivrance, le régime prévu par le 1° leur est applicable (...) ».* Aux termes de l'article 16 du décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 : « *Les décrets n° 2014-450 du 2 mai 2014 et n° 2014-751 du 1<sup>er</sup> juillet 2014 sont abrogés à compter du 1<sup>er</sup> mars 2017, sous réserve des dispositions de l'article 15 de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ».*

5. Le régime des délais de recours issu de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 et du décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 a été fixé par l'article R. 181-50 du code de l'environnement aux termes duquel : « *Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative : / 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ; / 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de : / a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ; / b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article. / Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. / Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent*

*faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> ».*

6. En application des dispositions mentionnées aux points 3 à 5, la demande d'autorisation déposée, dans le cadre du dispositif expérimental, le 30 novembre 2015, devait être instruite et délivrée selon les modalités prévues par l'ordonnance n<sup>o</sup> 2014-355 du 20 mars 2014 et le décret n<sup>o</sup> 2014-450 du 2 mai 2014. En revanche, compte tenu de la date à laquelle l'autorisation unique a été délivrée, le 7 juillet 2017, c'est le régime juridique des nouvelles autorisations environnementales, fixé par le chapitre unique du titre VIII du code de l'environnement, et en particulier le régime des recours contentieux défini par l'article R. 181-50 du code de l'environnement, qui lui était applicable.

7. En l'espèce, si un affichage en mairie a été effectué le 17 juillet 2017, la date de publication de la décision sur le site internet de la préfecture n'a pas été indiquée. Le délai de quatre mois prévu par le 2<sup>o</sup> de l'article R. 181-50 du code de l'environnement a ainsi expiré, au plus tôt, le 18 novembre 2017. La requête ayant été enregistrée antérieurement à cette date, la fin de non-recevoir tirée de la tardiveté de la requête doit par suite être écartée.

*Quant à la fin de non-recevoir tirée de l'absence de notification préalable de la requête*

8. Les articles R. 181-50 et suivants du code de l'environnement n'imposant plus à l'auteur d'un recours contentieux la formalité, antérieurement prévue par l'article 44 du décret n<sup>o</sup> 2014-450 du 2 mai 2014, de la notification préalable de la requête à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation, la fin de non recevoir opposée à ce titre doit être écartée.

*Quant à la fin de non-recevoir tirée de l'absence d'intérêt pour agir :*

9. En vertu de l'article 1<sup>er</sup> de ses statuts, l'association requérante a pour but « la protection et la sauvegarde de la nature et de l'environnement et de la qualité de la région dite « plateau des 1000 étangs » contre toutes atteintes ».

10. La société des carrières de Ternuay soutient que le projet n'est pas situé sur le plateau des 1000 étangs mais en rive gauche de la vallée de l'Ognon. Il résulte toutefois des développements de l'étude d'impact que le projet est situé sur le périmètre de la zone Natura 2000 « Plateau des mille étangs » et que, si le projet ne représente que 0,06 % de la superficie de cette région, l'objet de l'association est restreint à cette région et vise à sa protection contre toute atteinte potentielle. La fin de non recevoir opposée à ce titre doit dès lors être écartée.

*Quant à la fin de non-recevoir tirée de l'absence de qualité pour agir du président de l'association de sauvegarde du plateau des 1000 étangs et de la Haute-Vallée de l'Ognon :*

11. Aux termes de l'article 11 des statuts de l'association requérante : « *Le président représente l'association en justice dans tous les actes de la vie civile. (...)* ». Aucune autre stipulation de ces statuts ne réserve à un autre organe de l'association le pouvoir de décider d'engager une action en justice au nom de celle-ci. La fin de non recevoir opposée à ce titre doit dès lors être écartée.

S'agissant du moyen tiré de l'insuffisance du dossier de demande au regard des capacités techniques et financières :

12. Il appartient au juge du plein contentieux des installations classées d'apprécier le respect des règles de procédure régissant la demande d'autorisation au regard des circonstances de fait et de droit en vigueur à la date de délivrance de l'autorisation et celui des règles de fond régissant l'installation au regard des circonstances de fait et de droit en vigueur à la date à laquelle il se prononce. Les règles de composition du dossier de demande d'autorisation unique doivent donc être appréciées au regard des dispositions en vigueur le 7 juillet 2017, date de délivrance de l'autorisation unique en litige. En vertu de l'article 15 de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017, les dispositions alors applicables étaient celles en vigueur dans leur rédaction antérieure à cette ordonnance.

13. Aux termes de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, dans sa rédaction en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2017 : « (...) *La délivrance de l'autorisation [d'exploiter une ICPE], pour ces installations, peut être subordonnée notamment à leur éloignement des habitations, immeubles habituellement occupés par des tiers, établissements recevant du public, cours d'eau, voies de communication, captages d'eau, ou des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. Elle prend en compte les capacités techniques et financières dont dispose le demandeur, à même de lui permettre de conduire son projet dans le respect des intérêts visés à l'article L. 511-1 et d'être en mesure de satisfaire aux obligations de l'article L. 512-6-1 lors de la cessation d'activité* ». Aux termes de l'article R. 512-3 du même code, dans sa rédaction en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2017 : « *La demande prévue à l'article R. 512-2 (...) mentionne : (...) 5° Les capacités techniques et financières de l'exploitant (...)* ».

14. Tout d'abord, il ressort du dossier de demande, et en particulier des pages 70 et suivantes, que la société des carrières de Ternuay a indiqué que son capital social était de 338 000 euros et que ses actionnaires étaient la SAS Granulats de Franche-Comté (GDFC), la société Valdenaire Frères travaux publics et la société générale d'entreprise (SGE) à hauteur de respectivement 55 %, 22,5 % et 22,5%. Il ressort de ce même document que la société des carrières de Ternuay, créée spécialement pour l'autorisation en litige, ne dispose pas de références en matière d'exploitation de carrière, que la société GDFC, qui exploite douze carrières en Franche-Comté, dont huit calcaires, assure la pleine gestion de la société des carrières de Ternuay et que les sociétés Valdenaire et SGE sont des entreprises de bâtiment travaux publics sans références en matière d'exploitation de carrières.

15. Ensuite, les garanties techniques du pétitionnaire restent exposées de manière sommaire par le croisement avec d'autres parties du dossier de demande qui mentionnent les moyens matériels et humains susceptibles d'être mis en œuvre.

16. Enfin, si la société des carrières de Ternuay a indiqué le coût final de remise en état du site, estimé à 520 000 euros, elle n'a en revanche produit dans son dossier aucun élément, même approchant, sur le montant des investissements à réaliser et les comptes d'exploitation prévisionnels. La liste de coûts figurant pages 326 et 327 de l'étude d'impact, parcellaire, qui ne comporte aucune recette, ne permet pas en l'espèce de comprendre l'équilibre prévisionnel de l'exploitation et ne figure d'ailleurs pas dans le dossier de demande. Ce dossier ne précise pas davantage si l'exploitation sera financée sur fonds propres ou par financement externe et si l'apport des actionnaires est limité ou non au capital initial.

17. Compte tenu de ce qui vient d'être dit aux points 14 à 16, l'association requérante est fondée à soutenir que la société des carrières de Ternuay n'a pas justifié de manière suffisante

des capacités techniques et, surtout, des capacités financières exigées par l'article R. 512-3 du code de l'environnement.

S'agissant du moyen tiré du défaut de motivation de la dérogation :

18. D'une part, aux termes de l'article L. 411-1 du code de l'environnement : « I. - *Lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou que les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits : (...) / 2° La destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de végétaux de ces espèces, de leurs fructifications ou de toute autre forme prise par ces espèces au cours de leur cycle biologique, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, la détention de spécimens prélevés dans le milieu naturel (...) ».* Aux termes de l'article L. 411-2 du même code, dans sa rédaction alors en vigueur : « *Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont fixées : (...) / 4° La délivrance de dérogation aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle : (...) / c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement (...) ».*

19. D'autre part, aux termes de l'article L. 211-3 du code des relations entre le public et l'administration : « *Doivent (...) être motivées les décisions administratives individuelles qui dérogent aux règles générales fixées par la loi ou le règlement ».* Aux termes de l'article L. 211-5 du même code : « *La motivation (...) doit être écrite et comporter l'énoncé des considérations de droit et de fait qui constituent le fondement de la décision ».*

20. La partie d'un arrêté qui accorde l'une des dérogations prévues par l'article L. 411-2 du code de l'environnement constitue une décision administrative individuelle qui déroge aux règles générales fixées par la loi ou le règlement, au sens de l'article L. 211-3 du code des relations entre le public et l'administration, et est dès lors soumise à l'obligation de motivation définie à l'article L. 211-5 du même code.

21. En l'espèce, l'arrêté se borne à indiquer, de manière non circonstanciée et en paraphrasant les dispositions légales, que « la demande de dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservations favorable, des populations des espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle » et que « les conditions d'octroi d'une dérogation aux interdictions de détruire, altérer, dégrader des sites de reproduction ou des aires de repos de spécimens d'espèces animales protégées et la perturbation intentionnelle se trouvent ici réunies ». Il ne mentionne pas davantage de motifs concernant l'absence d'une « autre solution satisfaisante ». Enfin, il n'identifie pas précisément l'intérêt public majeur qui justifierait, en l'espèce, l'octroi de la dérogation. L'association requérante est dès lors fondée à soutenir que cette partie de l'arrêté est entachée d'une insuffisance de motivation.

22. Il résulte de ce qui précède que, sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de la requête, l'association de sauvegarde du plateau des 1000 étangs et de la Haute-Vallée de l'Ognon est fondée à demander l'annulation de l'arrêté n° 70-2017-07-07-005 du 7 juillet 2017.

**Sur les conclusions tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :**

23. Les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mise à la charge de l'association requérante, qui n'est pas dans les présentes instances la partie perdante, la somme que demande la société des carrières de Ternuay au titre des frais qu'elle a exposés et qui ne sont pas compris dans les dépens.

24. Il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge, d'une part, de l'Etat, et, d'autre part, de la société des carrières de Ternuay, le versement, au profit de l'association requérante, d'une somme de 800 euros chacun au titre de ces mêmes frais.

DECIDE :

Article 1<sup>er</sup> : L'arrêté n° 70-2017-07-07-005 du 7 juillet 2017 par lequel le préfet de la Haute-Saône a délivré à la société des Carrières de Ternuay une autorisation unique est annulé.

Article 2 : Le préfet de la Haute-Saône versera à l'association de sauvegarde du plateau des 1000 étangs et de la Haute-Vallée de l'Ognon une somme de 800 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : La société des carrières de Ternuay versera à l'association de sauvegarde du plateau des 1000 étangs et de la Haute-Vallée de l'Ognon une somme de 800 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 4 : Le surplus des conclusions présentées par les parties est rejeté.

Article 5 : Le présent jugement sera notifié à l'association de sauvegarde du plateau des 1000 étangs et de la Haute-Vallée de l'Ognon, à la société des carrières de Ternuay, au jardin de la source et au ministre de la transition écologique et solidaire.

Copie en sera adressée, pour information, au préfet de la Haute-Saône.

Délibéré après l'audience du 13 novembre 2018 à laquelle siégeaient :

- M. Boissy, président,
- M. Ferru, premier conseiller,
- Mme Kalt, conseillère.

Lu en audience publique le 18 décembre 2018.

Le rapporteur,

Le président,

N. Ferru

L. Boissy

La greffière,

E. Cartier

La République mande et ordonne au ministre de la transition écologique et solidaire, en ce qui le concerne, ou à tous huissiers de justice à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution du présent jugement.

Pour expédition conforme,  
La greffière